

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2008)
Heft: 1792

Artikel: Le Conseil fédéral ne sortira pas meilleur des urnes : a vouloir rendre le peuple trop souverain, les partisans de l'élection directe du Conseil fédéral fuient le vrai problème : celui de la qualité des élus
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012558>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Conseil fédéral ne sortira pas meilleur des urnes

A vouloir rendre le peuple trop souverain, les partisans de l'élection directe du Conseil fédéral fuient le vrai problème: celui de la qualité des élus

Yvette Jaggi (7 septembre 2008)

Les fausses bonnes idées ont la vie dure. Rejetée pour la première fois par les citoyens et les cantons en 1900, la proposition tendant à élire le Conseil fédéral par le peuple ressurgit depuis lors périodiquement, à trois reprises au siècle dernier, à 42 ans de distance chaque fois. En 1942, la seconde initiative populaire en ce sens, d'une teneur analogue à celle de 1900, faisait un moindre score auprès des votants (32,4% d'acceptants, contre 35% en 1900) et recueillait l'opposition unanime des cantons. En 1984, juste après la non élection de Lilian Uchtenhagen au Conseil fédéral, le lancement d'une troisième initiative populaire est évoqué sous le coup de l'émotion, puis heureusement abandonné, au vu des difficultés pratiques d'une élection du Conseil fédéral par le peuple, sauf à mettre au point un système complexe de quotas permettant de «*tenir compte équitablement des tendances politiques et des régions linguistiques de la Suisse*».

A chaque fois, l'idée porte une signature de gauche: le parti socialiste suisse et les

catholiques-conservateurs en 1900, le PSS tout seul en 1942, la socialiste Valentine Friedli, conseillère nationale du Jura, en 1984. Et aujourd'hui, la conseillère fédérale genevoise Micheline Calmy-Rey ainsi que le conseiller d'Etat vaudois Pierre-Yves Maillard reprennent l'idée. Tous deux partent du même constat qu'André Gavillet, qui relevait dans un récent article de *Domaine Public* combien le collège gouvernemental était devenu «*Le maillon faible de la politique fédérale*». Mais ils en tirent une conclusion différente, pour le moins hâtive: une élection par le peuple donnerait une légitimité et une crédibilité accrues au Conseil fédéral, dont nul n'ignore la présente faiblesse. Sauf que les défaillances actuelles relèvent moins d'un déséquilibre institutionnel que d'une configuration personnelle. Le parlement ne prendrait pas tant de place s'il n'avait pas un vide à occuper et des gouvernants peu combattifs à affronter, soucieux au mieux des affaires de leur propre département et peu enclins aux visions et politiques transversales.

Des campagnes électorales menées à l'échelle nationale, relayées par les télévisions suisses et régionales, sur la toile et par les réseaux sociaux favoriseront à coup sûr les candidats doués pour les langues et capables de maîtriser la communication à leur propre sujet. Mais Internet et *YouTube* n'aideront guère à constituer un collège plus solide et solidaire – dont les fortes individualités qui préconisent l'élection par le peuple pensent peut-être pouvoir se passer.

Les difficultés actuelles interdisent de tergiverser plus longtemps. Partis et parlementaires doivent poser leur calcul et prendre leurs responsabilités. A eux de proposer et d'élire des gouvernants en mesure de négocier et de fixer de commune entente puis de défendre collectivement les priorités politiques de la législature. Seul moyen d'espérer mettre fin aux confusions de compétences et au triste spectacle des alliances circonstanciées, des gesticulations opportunistes et des chipotages médiocres.